

SITUATION EN 2011

Femme, Famille et Enfant :

- Représentation féminine dans le gouvernement : 7,69% (3 femmes sur 39 ministres)
- Femmes députées : 10,24%
- VBG : 1 135 cas dénoncés (91% femmes, 23% enfants)
- Indice parité éducation : 0,86 primaire, 0,74 secondaire
- Orphelins et Enfants Vulnérables : 125 785 identifiés
- Enfants en situation de rue : environ 500 pris en charge

Cohésion Sociale :

- Taux de pauvreté : 55,4% (après la crise post-électorale)
- Pauvreté rurale : 62,5%
- 300 000 réfugiés ivoiriens à l'étranger
- 730 000 déplacés internes
- Indice National Solidarité et Cohésion Sociale : non mesuré
- Tensions communautaires généralisées post-crise

Logement et Urbanisme :

- Déficit de logements estimé : 400 000-600 000 unités
- Taux d'intérêt habitat : 11,3%
- Propriétaires en milieu urbain : 15,6% (2008)
- Absence cadre unifié de gestion foncier urbain
- Procédures de propriété foncière complexes et peu sécurisées
- Quartiers précaires nombreux à Abidjan

BILAN DES RÉALISATIONS (2011-2025)

PROMOTION DU GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES :



Réformes juridiques majeures :

- Loi 2019-870 : quota de 30% des femmes assemblées élues
- Loi 2019-570 : égalité homme-femme dans la gestion du ménage et droits successoraux
- Loi 2021-960 : répression violences contre les femmes et les filles
- Loi 2021-894 : protection des victimes des violences domestiques et sexuelles
- Constitution 2016 : articles 35-37 sur la promotion du genre

Dispositifs économiques femmes :

- FAFCI : 420 000 bénéficiaires, 80 milliards FCFA
- COCOFCI : Compendium des Compétences Féminines (4 octobre 2011)
- 22 unités de transformation manioc/riz/palme (11 localités)
- Usine de transformation mangue Sinématiali (USIFEM)
- 20 maisons digitales créées
- 61 000 femmes formées/an (alphabétisation, entrepreneuriat)

Infrastructures dédiées :

- 87 nouveaux Instituts de Formation et d'Éducation Féminine (IFEFF) créées (total 145)
- 7 IFEFF réhabilitées (Issia, Grand Lahou, Dabou, etc.)
- 33 bureaux d'accueil de genre dans les commissariats
- Taux couverture IFEFF : 50,25% (102 communes)

PROTECTION DE L'ENFANCE :



Cadre juridique renforcé :

- Constitution 2016 : école obligatoire (art. 10), interdiction travail des enfants (art. 16)
- Décret 2014-290 : modalités de lutte contre le travail des enfants
- Décret 2023-89 : normes d'Établissements de Protection de Remplacement
- Protocoles 2016 : lutte contre la traite transfrontalière (Burkina, Mali, Ghana)

Structures protection enfance :

- Comités de Protection de l'Enfant : 700 → 3 313 (zones cacaoyères)
- 39 Établissements de Protection de Remplacement (EPR) privés agréés créés
- Structures publiques pour la petite enfance : 159 → 586
- 2 centres transit/réinsertion (Ferkessédougou, Soubré)
- Centre d'Hébergement Provisoire des Mineurs d'Abidjan

Prise en charge enfants vulnérables :

- 33 388 enfants victimes de violences pris en charge (2019-2024)
- 177 717 Orphelins et enfants vulnérables (OEV) identifiés et suivis (vs 125 785 en 2011)
- 28 499 enfants de la rue pris en charge dont :
 - 25 783 réintégrés en familles
 - 21 561 alphabétisés
 - 22 276 en formation professionnelle
 - 1 463 installations professionnelles
 - 1 379 actes de naissance établis

COHÉSION NATIONALE ET RÉCONCILIATION :



Mécanismes institutionnels :

- Commission Dialogue Vérité Réconciliation (CDVR) 2011
- CONARIV (indemnisation des victimes) 2015
- Programme National de Cohésion Sociale (PNCS) 2015
- Stratégie Nationale de Réconciliation et de Cohésion Sociale (SNRCS) 2016-2020 et 2022-2025
- Mécanisme Alerte Précoce : 13 072 moniteurs

Résultats réconciliation :

- 294 000 réfugiés rapatriés (94% des 300 000)
- 730 000 déplacés internes réintégrés
- 4 410 ayants droit de victimes indemnisés
- 129 dialogues intercommunautaires
- 31 dialogues forces sécurité-population
- 9 201 958 personnes sensibilisées

PERSPECTIVES (POST-2025)

Genre et Autonomisation Femmes :

- Objectif de 30% de femmes dans les instances de décision 2030
- Stratégie nationale d'inclusion financière des femmes
- Généralisation des bureaux dans le genre dans tous commissariats
- Extension FAFCI : 1 million de bénéficiaires
- Industrialisation et transformation des produits des femmes rurales

Protection Enfance :

- Élimination du travail des enfants dans les zones cacaoyères en 2030
- Un centre de la petite enfance (CPE) par village en zone rurale
- Centre d'accueil d'urgence par région
- Système intégré protection de l'enfance digitalisé
- Zéro enfant de la rue dans les grandes villes 2030

Cohésion Sociale :

- Indice de cohésion sociale >70% (2030)
- Achèvement de l'indemnisation de toutes victimes

- Système d'alerte précoce digitalisé national
- Centres de médiation dans 200 communes
- Programme de réconciliation 3^{ème} génération

Lutte Pauvreté :

- Taux de pauvreté <25% (2030)
- Registre Social Unique (RSU) couvrant 1 million de ménages
- Filets sociaux : 70% de ménages pauvres couverts
- Associations de Valorisation de l'Entraide Communautaire (AVEC) dans tous les villages >500 habitants
- Économie Sociale Solidaire formalisée

Logement :

- Construction de 100 000 logements sociaux additionnels
- Taux de propriété urbaine : 50% (2030)
- Déficit de logement réduit à 200 000 unités
- Restructuration de tous les quartiers précaires à Abidjan
- Accès au crédit habitat <5% taux intérêt

CHIFFRES ET INDICATEURS CLÉS (2011-2024)

Indicateurs	2011	2024/2025	Évolution
GENRE ET ÉGALITÉ			
Femmes dans le Gouvernement	7,69%	18,18%	+10,49 points
Femmes au Bureau du Conseil Constitutionnel	28,57% (2014)	42,86% (2021)	+14,29 points
Bénéficiaires du Fonds National Femmes et Développement	4 802	116 650	+2 329%
PROTECTION DE L'ENFANT			
Enfants victimes de violences pris en charge	-	33 388 (2019-2024)	-
Orphelins et Enfants Vulnérables pris en charge	125 785	177 717	+41,3%

Infrastructures communautaires :

- 109 infrastructures construites :
 - 20 centres multiethniques de médiation
 - 42 foyers polyvalents
 - 36 pompes hydrauliques solaires
 - 5 radios communautaires
 - 4 IFEF, 2 centres de convivialité

SOLIDARITÉ ET PROTECTION SOCIALE :



Filets sociaux productifs :

- 457 000 ménages bénéficiaires (vs 35 000 en 2017)
- 140,179 milliards redistribués (mars 2017-2025)
- Formation de 175 000 ménages en gestion budgétaire
- 23 470 AVEC créées (2,673 milliards épargne, 1,186 milliard crédits)
- 5 392 filles vulnérables : repas chauds dans 15 collèges

Assistance humanitaire :

- 77 050 ménages sinistrés assistés (2017-2024)
- 12 825 victimes de la traite des personnes prises en charge
- 560 789 personnes sensibilisées traite/trafic
- 289 AGR créées pour les victimes de la traite
- Covid-19 : 512 000 ménages aidés (38 milliards FCFA)

Projet SWEDD :

- 124 943 jeunes filles formées (compétences vie, genre, santé sexuelle)
- Prévalence contraceptive des zones SWEDD : 5-10% → 7-15%

LOGEMENT ET URBANISME :



Programme logements sociaux :

- 42 000 logements construits (PPLSE)
- 2 000 ha de terrains purifiés et viabilisés
- Programme d'urgence 25 000 logements lancé
- 200 appartements de Bouaké pour les militaires/gendarmes
- Taux d'intérêt habitat : 11,3% → <6%

Réformes foncières :

- Code Urbanisme et Domaine Foncier adopté
- Code Construction et Habitat adopté
- Système Intégré Gestion Foncier Urbain (SIGFU)
- 230 000 ACD délivrés (2013-2025)
- 98 guichets fonciers installés (94% objectif)

Aménagement urbain :

- Adressage d'Abidjan : 92% réalisé
- 15 000 noms de voies validés d'Abidjan
- Projets de restructuration : Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan (PAQRA), Projet d'Aménagement des Quartiers Spontanés d'Abidjan (PAQSE-A), Aménagement du Quartier Bardot à San-Pedro (AQABA)
- Plans et schémas d'urbanisme : 12% → 70% territoire

Indicateurs	2011	2024/2025	Évolution
SOLIDARITÉ ET COHÉSION			
Indice National de Solidarité et Cohésion Sociale	52,12% (2021)	57,95% (2023)	+5,83 points
Ménages vulnérables assistés	9 006 (2017-2019)	77 050 (2017-2024)	+755,6%
LOGEMENT			
Logements sociaux construits	-	42 000 (2011-2025)	-

CONCLUSION

La transformation sociale représente un investissement de plus de 500 milliards FCFA avec des résultats tangibles : pauvreté réduite de 17,9 points, 420 000 femmes autonomisées économiquement, 42 000 logements sociaux construits. Le défi majeur reste la couverture universelle des filets sociaux et l'atteinte de la parité genre dans les instances de décision, nécessitant une accélération des réformes structurelles au-delà de 2025.